

9 | Les déchets



Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort

La gestion des déchets est un processus qui intègre à la fois la production des déchets (choix des produits à la source, leur utilisation, leur valorisation, etc.) et leur traitement (tri, collecte, transport, traitement et stockage des déchets). Cette gestion représente un enjeu clé en termes d'environnement, de santé et d'économie, et doit être prise en compte dans les Plans Locaux d'Urbanisme dans un objectif de durabilité.

1 Finalité environnementale

Assurer la santé publique (les déchets étant des sources de pollutions des sols, des eaux, etc.).

Economiser et valoriser les ressources (la transformation des déchets ménagers ou industriels en énergie et en matériaux réutilisables).

2 Objectifs adaptés aux enjeux locaux

Le Territoire de Belfort dispose d'une unité de traitement des déchets récente qui produit de l'énergie. Les déchets ménagers collectée sur l'ensemble du département sont traités par ce biais. La collecte sélective s'est fortement développée avec ses filières de recyclage. Toutefois, la production de déchets, en particulier des entreprises, reste une préoccupation majeure.

- **Diminuer le volume de déchets.**
- **Réduire les risques pour l'environnement et la santé humaine.**
- **Satisfaire les besoins en équipements de collecte et de traitement** (pour les ordures ménagères, les déchets des entreprises, les déchets du Bâtiment Travaux Public).
- **Réutiliser et recycler les déchets** (réutiliser tout ou partie d'un déchet pour fabriquer de nouveaux produits).
- **Limiter la fréquence de trajets et du ramassage des ordures.**
- **Développer un système de ramassage sélectif.**
- **Intégrer dans le paysage les points de ramassage.**

➡ Éléments à prendre en compte

- La situation actuelle du territoire en matière d'équipements de collecte et de traitement des déchets
- Le plan départemental pour les déchets
- Les zones permettant la mise en place de réseaux de chaleur.

➡ Interrelations principales avec les autres thématiques :

- Le bruit (nuisances sonores liées à la circulation à proximité des bornes d'apport volontaire et des véhicules de ramassage).
- L'énergie (valorisation des déchets : énergie biogaz).
- L'eau, la biodiversité, le sol et l'air (pollutions, nuisances olfactives).
- Le paysage (nécessité d'intégration dans l'environnement des installations liées aux déchets pour minimiser les gênes visuels).

3 Déclinaison graphique et réglementaire

Les traductions réglementaire et graphique du PLU peuvent s'inscrire dans la gestion de la collecte et dans l'aide à la réduction de la production de déchets.

➡ Traduction graphique :

- Emplacements réservés : pour des centres de tri et de traitement de déchets ménagers par exemple ou des déchetteries, pour des équipements de collecte et de regroupement selon le mode de collecte, pour la mise en œuvre des modes de collectes à venir, etc.

➡ Traduction réglementaire :

Article 1 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols interdits

- Les décharges sauvages en raison des risques de pollutions des sols et des eaux.
- Les dépôts de tous matériaux, de combustibles solides ou liquides, de déchets, etc., portant atteinte à l'environnement.

Article 2 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols soumis à conditions particulières

- Dans les logements collectifs, un local à poubelles doit être prévu en veillant à l'intégrer dans son environnement avec un écran végétal ou un muret.

Article 3 : Accès et voirie

- Les bornes sélectives en apport volontaire de déchets seront placées dans des espaces publics afin de garantir leur accessibilité par les habitants et les entreprises.
- Les trottoirs, les voiries et les espaces de retournement seront définis afin de faciliter l'accès des véhicules chargés de la collecte des déchets.
- Favoriser l'accès piéton aux bornes de collectes.
- Les voies publiques en impasse devront comporter une aire de retournement permettant aux véhicules de ramassage des ordures de faire demi-tour aisément.

Article 11 : Aspect extérieur des constructions

- Les bornes de collectes sélectives en apport volontaire des déchets devront être éloignées des espaces résidentiels ou feront l'objet de protections particulières pour minimiser les nuisances sonores.
- Les bornes de collectes sélectives et les locaux à poubelles collectifs devront être intégrés au mieux dans leur environnement (clôtures en bois, végétalisation, etc.).
- Les constructions liées à la collecte des déchets doivent être aménagées et entretenues de façon à ne porter atteinte ni à l'hygiène, ni à la bonne tenue de la commune, ni à l'harmonie des paysages.

Article 13 : Espaces libres et plantations

- Les bornes de collectes sélectives de déchets et les locaux à poubelles collectifs devront être entourés par de la végétation pour une meilleure intégration dans le paysage.



Un exemple de compost individuel.

Source : <http://www.franche.comte.environnement.gouv.fr>



Un exemple de bornes enterrées

4 Recommandations

- **Prévoir dans chaque projet urbain (zone d'habitation ou zone d'activités) des sites spécifiques pour la collecte des déchets (en favorisant la collecte sélective) et dans certains cas pour leur traitement :**

Les bornes de collecte sélective par apport volontaire : permet de trier les déchets, « un conteneur pour 500 personnes en zone rurale et pour 1000 en zone urbaine » (source : ADEME, *Réussir un projet d'urbanisme durable*, AEU, 2006, Moniteur.).

Les déchetteries : centre de tri, dépôts des déchets qui ne peuvent être pris en charge par les collectes usuelles (gravats, déchets verts, bois, déchets encombrants, etc.).

Les centres de regroupements et de tri : permet de limiter les transports de déchets de leurs lieux de production jusqu'au centres de traitement, permet de limiter les risques avec les déchets dangereux.

Les centres de valorisation énergétique des déchets : valorisation par incinération pour récupérer de la chaleur ou de l'électricité, etc.

Les centres de valorisation organique : valorisation par compostage (fermentation aérée contrôlée qui aboutit au compost qui peut être valorisé dans l'agriculture) ou par méthanisation (fermentation sans insufflation d'air, qui aboutit à un dégagement de biogaz pouvant être récupéré comme carburant ou combustible pour un réseau de chaleur ; production de compost agricole de qualité).

Les centres de stockage : déchets enterrés qui ne sont plus susceptibles d'être traités.

- **Rendre accessibles, attractifs et sûrs les lieux de recyclage et de collecte des déchets .**
- **Mise en place de bornes d'apport volontaire permettant de réduire les nuisances sonores** (containers enterrés, etc.)
- **Favoriser des points de regroupements, des locaux à poubelles collectifs** en périphérie des îlots par exemple pour faciliter la collecte des déchets (collecte plus rapide, moins bruyante, gain de place, etc.).
- **Prévoir un service collectif de collecte des déchets lors de la création de zones d'activités** : pour les entreprises de la zone et les déchets d'entreprises à proximité de celle-ci.
- **Installer des poubelles permettant de trier des déchets dans les logements.**
- **Protéger les bennes et les bornes de collectes des déchets sélectifs** pour ne pas mélanger les types de déchets et éviter toute sorte de pollution (les bennes de déchets inertes par exemple doivent être protégées pour ne pas être mélangées aux déchets dangereux ou banals, peinture, métaux, plastique, etc. et pour éviter la pollution du sol, de l'eau et de l'air).
- **Garder des disponibilités foncières pour le compostage et le recyclage à l'échelle des unités résidentielles** : composteur

individuel ou en copropriété (transformation par fermentation de déchets organiques, déchets ménagers, déchets verts, etc., en compost utilisé comme engrais pour fertiliser les sols).

- **Utiliser des techniques et matériaux minimisant les déchets** lors des constructions et rénovations.
- **Préconiser l'utilisation de matériaux recyclés** (pour la réalisation de la voirie par exemple) : contribue à préserver les ressources naturelles, à réduire les nuisances, à réduire les coûts et la saturation des centres de stockage de déchets (sable, gravillons, granulats, mâchefers, pour les travaux de soubassement routiers, les remblais, les chaussées, etc.).
- **Utiliser des matériaux de construction écologiques et naturels** pour éviter les déchets de matériaux inertes (matériaux de construction, ciment, béton, verre et les matériaux de terrassement, etc.) saturant les décharges, source de bruit et de pollution par leur transport.
- **Favoriser les matériaux de construction d'origine locale plutôt que d'importation** (bois, pierre, etc.)
- **Identifier les secteurs où des matériaux recyclés peuvent être utilisés** (pierre, matériaux de démolition pour des chemins en dur ou des fondations de construction).
- **Valoriser l'énergie du biogaz** : favoriser la production d'électricité et de chaleur pour le chauffage urbain à partir des industries ou par l'incinération des déchets, les centres de valorisation énergétique des déchets doivent être situés à une distance maximale de sept kilomètres d'une zone urbaine ou d'une zone d'activité.



A SAVOIR



Références réglementaires principales :

- **Loi n°75-633 du 15 juillet 1975** relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (les communes deviennent responsables de la collecte et de l'élimination des déchets des ménages).
- **La loi du 19 juillet 1976** sur les installations classées pour la protection de l'environnement régit le fonctionnement des installations de stockage, traitement et élimination des déchets.
- **Arrêté du 4 janvier 1985** : a pour objectif de permettre le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.
- **Loi n°92-646 du 13 juillet 1992** modifie la loi de 1975, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées : établit une hiérarchie des objectifs de la gestion des déchets (introduit la notion de déchet ultime, rend obligatoire la création de plans départementaux d'élimination, exige une diminution de la production, etc.) codifiée à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.
- **Circulaire du 15 février 2000** relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics.

► Acteurs locaux :

- **Les collectivités** : déchets municipaux ou d'entreprises (collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés), mise en œuvre et révision du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) et participation au plan régional d'élimination des déchets dangereux.
- **Les services de l'Etat** (DRIRE, DDASS, DIREN, DDEA, etc.) : déchets municipaux, d'entreprise et agricoles ; contrôle et surveillance des centres de traitement des déchets, participation à l'élaboration du PDEDMA et au plan de gestion des déchets du bâtiment travaux publics, instruction des dossiers de demande d'autorisation d'exploitation ou d'extension des centres de traitement.
- **Les organismes publics** (ADEME, agence de l'eau) et **organismes consulaires** (chambre de commerce et d'industrie, chambre des métiers, chambre d'agriculture) : déchets municipaux, d'entreprise et agricoles ; conseil auprès des collectivités et des entreprises.
- **Les acteurs privés** : participation aux opérations de mise en place de solutions adaptées aux déchets de leurs secteurs d'activité et au plan départemental de gestion des déchets du bâtiment travaux publics (syndicats professionnels).
- **La population et les associations**

► Outils disponibles :

- Plan départemental pour les déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) : englobe une partie des déchets ménagers et assimilés, une partie des déchets générés par les entreprises, représente le document de référence pour un premier état des lieux des projets d'équipements sur le territoire.
- Plan départemental pour les déchets du BTP (bâtiment travaux public) : permet d'évaluer le gisement et les capacités d'élimination des déchets du BTP à l'échelle d'un département, d'identifier les pratiques des professionnels et de faire des recommandations.
- Plan régional pour les déchets industriels dangereux et pour les déchets d'activités de soins : définit les installations nécessaires au traitement des déchets industriels dangereux, les actions entreprises sur dix ans par les pouvoirs publics et les organismes privés.

► Sources :

- Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, *Les diagnostics sectoriels de l'Opale : chimie, environnement et énergies renouvelables en région lyonnaise*, janvier 2008.
- ADEME, *Réussir un projet d'urbanisme durable*, AEU, 2006, Moniteur.
- Conseil européen des urbanistes, *Guide du Conseil des Urbanistes, Try it this way, le développement durable au niveau local*, 2003.
- DIREN Franche-Comté, *Profil environnemental régional de Franche-Comté : les déchets* : <http://www.franche-comte.environnement.gouv.fr>
- CD-Rom : Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Messine, Observatoire de l'environnement de l'agglomération messine n°9, janvier 2007.